

LA VIE DE LA PLATEFORME

Jusqu'à présent, l'animation de la plateforme d'observation sociale était réalisée par le CREAL et l'ORS. Cette convention étant arrivée à son terme, la DRDJSCS a, suite à un appel d'offre public, confié l'animation au COMPAS (le Centre d'observation et de mesure des politiques d'action sociale), un organisme spécialisé dans l'observation sociale territoriale (<http://www.lecompas.fr>).

En conséquence, vous serez donc de nouveau tenus régulièrement informés de l'évolution des travaux qui vont s'engager.

COMITE TECHNIQUE

La prochaine réunion du comité technique aura lieu le 13 octobre 2016 à 10h00 à la DRDJSCS, sur le site de la MAN.

LA CONFERENCE ANNUELLE DES PARTENAIRES

Une prochaine conférence des partenaires est en cours de préparation. Sa thématique sera directement liée aux objets de préoccupation et d'action du Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. Une place centrale sera notamment faite aux problématiques relatives à l'inclusion numérique.

Vous serez donc prochainement informés des détails et modalités pratiques de ce nouveau temps fort de la plateforme.

GROUPES DE TRAVAIL

Les groupes de travail « hébergement-logement » et « vie associative » restent d'actualité et seront donc très bientôt remobilisés.

VEILLE DOCUMENTAIRE

Cohésion sociale

Les niveaux de vie en 2014

Insee Première, n° 1614, septembre 2016, 4 pages

En 2014, en France, le niveau de vie médian de la population s'élève à 20 150 euros annuels, soit un montant proche de celui de 2013 en euros constants. Il stagne depuis le début de la crise, en 2008. Dans le haut de la distribution, la situation continue de se dégrader, mais de façon moins marquée qu'en 2013. Dans le bas de la distribution, après la hausse de 2013, le niveau de vie du premier décile se stabilise. En 2014, les 10 % de personnes les plus modestes ont un niveau de vie inférieur à 10 770 euros. Les 10 % les plus aisés ont un niveau de vie au moins 3,5 fois supérieur, au-delà de 37 260 euros. Après deux années de baisse, les inégalités globales, mesurées par l'indice de Gini, se stabilisent en 2014. Depuis le début de la crise économique, les inégalités se sont un peu plus réduites en France que dans le reste de l'Union européenne à 27. Le seuil de pauvreté, qui correspond à 60 % du niveau de vie médian de la population, s'établit à 1 008 euros mensuels. La pauvreté ainsi définie touche 14,1 % de la population, proportion stable par rapport à 2013.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1614/ip1614.pdf>

Fragilités sociales et besoins en santé : des situations différenciées d'un territoire à l'autre

Insee Analyses Pays de la Loire n° 35, juillet 2016, 4 pages

Dans certaines communes des Pays de la Loire, la population est dans une situation socio-économique davantage fragilisée. Les personnes à bas revenus y sont plus présentes, de même que les personnes âgées et les actifs ayant des conditions de travail pénibles. Le cœur des grandes agglomérations concentre 40 % de la population pauvre de la région. Le niveau de vie des habitants de certaines communes peu denses est en moyenne plus faible et leurs conditions de travail plus souvent difficiles. Sur le littoral, les jeunes aux revenus modestes côtoient des retraités. Dans les espaces périurbains, la population est davantage épargnée par ces fragilités. Les communes les plus éloignées des centres des grandes villes attirent des familles avec des revenus plus modestes. Les enjeux en matière de politique de santé sont ainsi différents d'un territoire à l'autre selon le profil de leurs habitants.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-analyses/pa_ina_35/pa_ina_35.pdf

La France bénévole en 2016

Recherches et Solidarités – 13^{ème} édition, juin 2016, 65 pages

Cette édition s'appuie sur deux rapprochements : d'une part, entre les résultats des enquêtes IFOP 2010 et 2016, et d'autre part, entre ceux des enquêtes R&S 2010 et 2016. Ils permettent de dresser un panorama de la situation aujourd'hui et de mettre en relief les évolutions 2010 – 2016. Elle comporte deux chapitres : dans le premier, intitulé « les Français et le bénévolat », le lecteur trouvera les informations relatives à l'année 2016 (résultats IFOP), enrichies des évolutions constatées au fil des enquêtes (2010 – 2013 – 2016). Dans le second, intitulé « paroles de bénévoles », il trouvera les principaux résultats de l'enquête R&S 2016 auprès des bénévoles, émaillés des évolutions constatées par rapport à l'année 2010, pour ce qui concerne les questions posées à l'identique.

<http://recherches-solidarites.org/media/uploads/la-france-benevole-2016.pdf>

Les associations face à la conjoncture

Recherches et Solidarités – 10^{ème} édition, juin 2016, 8 pages

Les derniers trimestres écoulés confirment un rythme soutenu de créations d'associations. En matière d'emploi, après une année 2015 qui a marqué une bonne résistance, le premier trimestre 2016 est encourageant. D'après la 16^{ème} enquête nationale réalisée auprès de 1 445 responsables associatifs, entre le 17 mai et le 10 juin 2016, les pronostics pour la rentrée d'automne connaissent une légère embellie (+4 points par rapport à la rentrée 2015). Les finances et les ressources humaines bénévoles demeurent toutefois un sujet de préoccupation pour un dirigeant sur deux.

<http://recherches-solidarites.org/media/uploads/conjoncture-27-juin-2016.pdf>

Minima sociaux : la croissance soutenue du nombre d'allocataires s'atténue en 2014

Drees, Etudes et Résultats n° 964, juin 2016, 6 pages

Au 31 décembre 2014, 4,13 millions d'allocataires perçoivent l'un des neuf minima sociaux existant en France, soit une hausse de 2,7 % en un an. Cette dernière marque un ralentissement après deux années de croissance à près de 4,5 % par an. Cette décélération est liée à la moindre dégradation du marché du travail depuis la mi-2013. Elle reflète notamment la moindre hausse du nombre d'allocataires des deux minima les plus sensibles à la situation du marché du travail : le volet socle du revenu de solidarité active (RSA socle) et l'allocation de solidarité spécifique (ASS). Toutefois, la croissance annuelle du nombre d'allocataires de ces deux minima demeure élevée : +4,8 % pour le RSA socle en 2014 (contre +7,4 % en 2013) et +4,2 % pour l'ASS (contre +10,3 %). Les effectifs de l'allocation aux adultes handicapés augmentent mais continuent leur décélération (+1,8 %). La baisse du nombre d'allocataires du minimum vieillesse se poursuit (-0,7 %). En tenant compte des conjoints et des enfants à charge, 7,4 millions de personnes, soit 11,1 % de la population française, sont couvertes par les minima sociaux.

<http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er956.pdf>

Prestations sociales : depuis la crise, une croissance modérée en France et en Europe

Drees, Etudes et Résultats, n° 962, juin 2016, 4 pages

En France, les prestations sociales augmentent moins vite depuis la crise que par le passé, mais à un rythme plus rapide que le PIB. Le respect de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie, voté chaque année par le Parlement, limite notamment la hausse des prestations santé, tandis que la réforme des retraites de 2010 ralentit la croissance des pensions. Les prestations du risque pauvreté, portées par le revenu de solidarité active (RSA), font exception et progressent désormais rapidement, prenant le relais des prestations emploi.

<http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er962.pdf>

Nantes, Angers, Le Mans, Saint-Nazaire : des habitants aux profils de revenus différents

Insee Flash Pays de la Loire, n° 43, juin 2016, 2 pages

Dans les plus grandes villes des Pays de la Loire, les contrastes sociaux sont marqués, notamment en leur cœur. Comme dans la plupart des métropoles françaises, Nantes concentre à la fois les populations les plus pauvres et les plus aisées dans sa ville-centre. Dans sa banlieue, seuls les ménages aisés sont surreprésentés. À Angers, au Mans et à Saint-Nazaire, les populations plus aisées sont moins présentes dans la ville-centre, à l'inverse des banlieues où elles habitent plus fréquemment.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-flash/pa_inf_43/pa_inf_43.pdf

La stratégie de l'Etat en région des Pays de la Loire, 2016-2017

Préfecture de région des Pays de la Loire, juin 2016, 40 pages

Le Comité de l'administration régionale (CAR) qui regroupe les préfets de départements et les directeurs régionaux a validé la stratégie de l'État en région Pays de la Loire le 14 juin 2016. La stratégie est structurée en cinq chapitres, déployés en fiches actions : une région tournée vers l'avenir - filières émergentes ou en mutation, nouvelles populations, jeunesse ; emploi - nouveaux métiers, articulation demandes/besoins ; protection - préserver les ressources de demain, protéger les personnes et les savoir-faire des entreprises ; solidarité sociale et territoriale ; simplifier et rendre plus lisible le fonctionnement de l'État.

<http://www.prefectures-regions.gouv.fr/pays-de-la-loire/>

Les habitants des quartiers de la politique de la ville- La pauvreté côtoie d'autres fragilités

Insee Première n° 1593, mai 2016, 4 pages

En France métropolitaine, 4,8 millions de personnes vivent dans les 1 300 quartiers de la politique de la ville. La population de ces quartiers, de par leur définition même, est fréquemment touchée par la pauvreté. Les habitants sont plus jeunes qu'en moyenne dans la population urbaine. Il s'agit également plus souvent de familles nombreuses ou monoparentales ou d'étrangers. Au-delà de la pauvreté monétaire, la population des quartiers de la politique de la ville présente des fragilités dans plusieurs domaines. Notamment, elle s'insère difficilement sur le marché du travail et manque de formation et de qualification. Dans les quartiers de la politique de la ville, le logement social est très présent : 8 logements sociaux pour 10 ménages, soit trois fois plus que dans l'urbain englobant ces quartiers.
<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1593/ip1593.pdf>

Rapport national Rapport 2015 de l'Observatoire national de la politique de la ville (ONZUS)
CGET - ONPV, mai 2016, 292 pages

L'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) a publié son rapport 2015 le 3 mai 2016. Niveau de vie, emploi, éducation, santé, sécurité... Il décrit la situation dans les nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville, définis par la loi du 21 février 2014, sans oublier des focus sur les anciennes ZUS, pour assurer ainsi la continuité d'appréciation. Une analyse contrastée, fruit de plusieurs mois de travaux, qui révèle une réalité économique et sociale difficile, notamment pour les femmes et les jeunes, mais aussi une perception plus positive de leur cadre de vie, sur les aspects environnementaux (espaces verts, entretien des rues...). Il est structuré autour de trois thématiques, qui sont aussi les trois piliers des nouveaux contrats de ville : la cohésion sociale, Le cadre de vie et le renouvellement urbain, Le développement économique et l'emploi.
http://publications.onpv.fr/RAPPORT_2015
[Synthèse du rapport 2015 de l'observatoire national de la politique de la ville \(38 pages\)](#)

Les enjeux de la quatrième Conférence nationale du handicap 2016 : une société inclusive
Dossier de presse, Elysée, 19 mai 2016, 13 pages

Sur le thème d'une « société inclusive », cette quatrième Conférence nationale du Handicap a été l'occasion de faire un bilan de ces quatre années de politique du handicap, d'éclairer les évolutions engagées et de tracer de nouvelles perspectives. Cette conférence a fait une large place aux innovations sociales concrètes, développées localement par les acteurs publics ou privés et la société civile, pour repenser les modalités d'orientation et d'accompagnement des personnes handicapées, dans les parcours scolaires, sur le marché du travail et dans le logement.
http://social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/18.05.2016_-_dossier_de_presse_conference_nationale_du_handicap.pdf

Au-delà de la pauvreté, des fragilités multiples dans les quartiers de la politique de la ville
Insee Flash N° 42, mai 2016, 2 pages

La population des quartiers de la politique de la ville est confrontée à des situations économiques et sociales plus dégradées que celle des agglomérations. Dans les Pays de la Loire, 42 % de leurs habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Si la région bénéficie de conditions socio-économiques globalement favorables, les quartiers de la politique de la ville ligériens concentrent parfois plus les situations de précarité qu'au niveau national. Les familles monoparentales y sont plus présentes et les difficultés scolaires plus prégnantes. Par ailleurs, si la population des quartiers de la politique de la ville travaille plus souvent dans la région qu'en moyenne nationale, les emplois y sont davantage précaires. Le parc social est particulièrement concentré dans ces quartiers. La situation varie cependant d'une agglomération à l'autre.
http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-flash/pa_inf_42/pa_inf_42.pdf

Promotion et prescription de l'activité physique : attitudes et pratiques des médecins généralistes dans les Pays de la Loire
Panel en médecine générale, 2014-2016, Pays de la Loire, n° 13, mai 2016, 8 pages

L'enquête menée en 2014-2015 auprès des médecins généralistes des Pays de la Loire montre qu'une large majorité d'entre eux s'investissent dans la promotion de l'activité physique auprès de leurs patients : 97 % estiment avoir pour rôle de les encourager à augmenter leur niveau d'activité physique et 60 % indiquent aborder régulièrement cette question avec chacun d'entre eux. La plupart des généralistes (76 %) considèrent en outre que la prescription d'activité physique à visée de prévention fait partie de leurs missions et 20 % déclarent faire au moins de temps en temps ce type de prescription. Pour ces derniers, la prescription prend le plus souvent la forme de conseils d'ordre général ou d'objectifs chiffrés à atteindre.
http://www.santepaysdelaloire.com/ors/sites/ors/files/publications/PanelMG2016_13_activite_physique_panel3mgpdl.pdf

Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Bilan 2013-2015 et perspectives 2016-2017
Ministère des affaires sociales et de la santé, avril 2016

Le plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale entre dans sa dernière année. Adopté en janvier 2013 après une large concertation, les objectifs ambitieux qui y figurent ont tous été traduits par des mesures concrètes portées par l'ensemble du gouvernement. Les politiques d'accès à l'emploi, aux soins, à l'éducation, au logement et les aides aux familles intègrent désormais pleinement la nécessité de s'adresser aux personnes les plus fragiles. Un document synthétique de 4 pages donne les chiffres clés.
[Dossier de presse](#), 24 pages
[Chiffres clés](#), 4 pages

La localisation géographique des immigrés – Une forte concentration dans l'aire urbaine de Paris

Insee Première, n° 1591, avril 2016, 4 pages

Au 1^{er} janvier 2012, la France compte 65,2 millions d'habitants dont 5,7 millions d'immigrés. La population immigrée est davantage concentrée sur le territoire que celle des non-immigrés. Ainsi, huit immigrés sur dix résident dans des grands pôles urbains, contre six non-immigrés sur dix. En particulier, 38 % des immigrés (2,2 millions de personnes) habitent dans l'aire urbaine de Paris, où résident par ailleurs 17 % des non-immigrés (10,2 millions de personnes). Les immigrés sont en revanche moins présents que les non-immigrés dans les zones peu ou très peu densément peuplées. La répartition territoriale de la population immigrée est le résultat de plusieurs vagues d'immigration, notamment vers le sud-ouest de la France et les zones urbanisées et industrialisées des années 1960 ; elle varie toutefois selon le pays de naissance. La concentration géographique des populations immigrées évolue peu au fil des années. De fait, les immigrés arrivés en France depuis moins de cinq ans s'installent dans des lieux où vivent déjà beaucoup ceux arrivés depuis longtemps.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1591/ip1591.pdf>

Pour comprendre... La mesure des populations étrangère et immigrée

Insee en bref, mars 2016, 12 pages

À l'occasion la publication d'Insee Première n°1591 ci-dessus, l'Insee met également à disposition des outils pédagogiques pour mieux comprendre les statistiques sur les populations étrangère et immigrée : un Insee en Bref et un quiz.

Informations complémentaires pour la région des Pays de la Loire : peu d'immigrés dans les Pays de la Loire au 1er janvier 2012 (3,3 % de ses habitants contre 8,7 % pour la France métropolitaine) ; comme sur l'ensemble du territoire, les immigrés de la région se concentrent davantage dans les grands pôles urbains (7 habitants immigrés sur 10) ; faible part de population immigrée dans les grands pôles urbains et leur périphérie (les aires urbaines) ; parmi les grandes villes, seules Cholet, Nantes, Angers et Le Mans comptent plus de 4 % d'habitants immigrés.

<http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/insee-bref/pdf/Insee-En-Bref-Immigration.pdf>

<http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/quiz.asp?page=quiz-immigration.htm>

Femmes et hommes : regards régionaux sur l'égalité

Insee Première n° 1585, mars 2016, 4 pages

Globalement, en France, les jeunes filles réussissent mieux leurs études, les hommes occupent plus souvent un poste à la hauteur de leur niveau de diplôme, les femmes prennent davantage les transports en commun pour se rendre à leur travail... D'une région à l'autre, ces différences entre femmes et hommes sont d'amplitude variable. Ainsi, c'est en Bretagne que les filles et les garçons ont les résultats scolaires les plus proches. L'Île-de-France est la région où les écarts sont les plus faibles sur le marché du travail, excepté en matière de rémunération. Au contraire, dans les départements d'outre-mer, les différences de salaires entre femmes et hommes sont bien moins importantes qu'en métropole, mais les taux de chômage diffèrent plus.

Aucune région ne présente des écarts plus faibles que la moyenne dans tous les domaines

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1585/ip1585.pdf>

La France des invisibles

La Lettre ONPES n° 2, mars 2016, 6 pages

Avec cette nouvelle Lettre, l'ONPES continue d'informer de ses travaux sur la compréhension des mécanismes qui peuvent conduire à l'invisibilité sociale de certaines catégories de population. Mais dans cette enquête originale confiée au Crédoc, l'Observatoire élargit sa réflexion à l'appréhension du sentiment que peuvent avoir l'ensemble des Français de la plus ou moins grande prise en compte de leur situation personnelle et de leurs difficultés par les pouvoirs publics ou les médias.

http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Lettre_ONPES_2_mars2016.pdf

[Etude du CREDOC](#), 82 pages, rapport réalisé à la demande de l'ONPES

Rapport national L'invisibilité sociale : une responsabilité collective – Rapport 2016

ONPES, juin 2016, 176 pages

L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) a remis son rapport 2016 à Ségolène Neuville, la secrétaire d'État chargée de la Lutte contre l'exclusion, le 14 juin 2016. Ce document a pour but d'étudier des publics précaires qui sont souvent assez peu représentés dans les médias, mal compris par les études statistiques et mal pris en charge par les pouvoirs publics. Afin d'illustrer ce qu'est l'invisibilité sociale, le rapport analyse trois catégories d'invisibles : les travailleurs non-salariés, les jeunes ruraux et les familles d'enfants pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE), sans prétendre à l'exhaustivité. L'Onpes émet plusieurs recommandations pour mieux identifier et lutter contre l'invisibilité sociale de certaines personnes en situation de pauvreté. Il propose notamment des solutions visant, globalement, à réduire la distance entre les services publics et les groupes de population "invisibles".

http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_ONPES_2016_bd-2.pdf

La croissance du nombre d'allocataires du RSA diminue en 2015 mais reste élevée

Drees, Études et Résultats, n° 956, mars 2016, 6 pages

En juin 2015, le revenu de solidarité active (RSA) est versé par les caisses d'allocations familiales à 2 475 000 foyers allocataires en France. Les revalorisations de septembre 2013 et 2014 du barème du RSA, prévues par le plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, ont permis à 1,4 % d'entre eux, soit 34 400 foyers, d'en bénéficier.

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/la-croissance-du-nombre-d-allocataires-du-rsa-diminue-mais-reste-elevee>

Emploi, Formation

En dehors des villes, des territoires plus dynamiques que dans les autres régions

Insee Flash Pays de la Loire, n° 48, septembre 2016, 2 pages

Les territoires éloignés des villes se caractérisent dans les Pays de la Loire par une densité de population plus forte que dans la plupart des autres régions. De nombreux bourgs et petites villes maillent cet espace. La population croît fortement sur plusieurs de ces espaces par effet de périurbanisation autour des grandes villes ou en raison de la proximité du littoral. Cette population est globalement plus jeune et composée de plus de familles avec enfants que les autres régions. Elle se caractérise aussi par le taux d'emploi le plus élevé de l'ensemble des territoires peu denses de France métropolitaine, en raison du maintien d'activités productives et du développement d'activités présentes.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-flash/pa_inf_48/pa_inf_48.pdf

Un PIB régional par habitant tiré par la productivité du travail et la population en emploi

Insee Flash Pays de la Loire, n° 45, juillet 2016, 2 pages

Entre 1990 et 2013, le produit intérieur brut des Pays de la Loire enregistre la deuxième plus forte progression de France de province, après la Corse. Même si elle ralentit sensiblement depuis 2008, la croissance régionale reste parmi les plus élevées. Elle s'explique par le dynamisme démographique et le développement d'activités à forte valeur ajoutée. Depuis 1990, la création de richesse progresse plus rapidement que la population, le PIB par habitant augmente de 2,7 % par an. L'évolution de la productivité apparente du travail et la part croissante de personnes en emploi dans la population contribuent à cette hausse.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-flash/pa_inf_45/pa_inf_45.pdf

Emploi, chômage, revenus du travail

Insee, Edition 2016, juillet 2016, 184 pages

Dans un format rénové, « Emploi, chômage, revenus du travail » rassemble les principaux indicateurs les plus récents nécessaires à l'analyse du marché du travail. Leurs évolutions sont mises en perspective sur plusieurs années et couvrent différents thèmes : emploi, chômage, activité, temps et conditions de travail, revenus et coût du travail.

http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/EMPSAL16.pdf

Formation professionnelle : quels facteurs limitent l'accès des salariés seniors ?

Dares analyses n° 031, juin 2016, 10 pages

L'accès à la formation décroît avec l'âge. À caractéristiques d'emploi identiques, les plus de 50 ans se forment moins que leurs cadets, leur taux d'accès fléchissant nettement après 55 ans. Ce phénomène s'est cependant légèrement atténué au fil des années, du fait notamment de l'allongement de la vie professionnelle. Les salariés âgés de 50 ans ou plus sont, en moyenne, plutôt bien informés de l'existence des différents dispositifs de formation professionnelle auxquels ils peuvent prétendre (83 %). Les seniors sont peu demandeurs de formation : les trois quarts des salariés âgés de 55 ans et plus déclarent ne pas souhaiter suivre une formation (ou une autre formation que celle déjà suivie). Néanmoins, plus du tiers des salariés seniors mettent en avant le refus ou l'absence de soutien par leur employeur. Les difficultés personnelles ne sont citées comme raisons principales de l'absence de recours à la formation que par moins de 8 % d'entre eux.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-031.pdf>

Rapport d'activité 2015 du réseau des écoles de la 2^{ème} Chance en France

Réseau E2C France, avril 2016, 4 pages

Les Écoles de la deuxième chance (E2C) affichent un taux de sorties positives de 59 % en 2015, selon un bilan du réseau E2C, publié en avril 2016. Ce taux est en augmentation de trois points par rapport à 2014. Sur les stagiaires sortis de l'E2C en 2015, 71 % ont bénéficié d'une sortie les engageant pour plus de 6 mois dans une voie professionnelle. Plus de 2 200 stagiaires ont repris une formation, souvent en alternance.

<http://www.reseau-e2c.fr/wp-content/uploads/2015/02/0418-Synth%C3%A8se-Donn%C3%A9es-2015-DEF.pdf>

Mobilités interrégionales de jeunes diplômés du supérieur : qui forme pour qui ?

Centre d'études et de recherches sur les qualifications, Bref du Céreq n° 346, mai 2016, 4 pages

L'étude des mobilités interrégionales des jeunes diplômés du supérieur révèle des schémas de circulation différents selon le niveau de sortie. Pour les diplômés du supérieur long, l'Île-de-France occupe une place centrale en conservant la grande majorité des jeunes qu'elle forme, et en attirant aussi de nombreux jeunes formés ailleurs. Il n'en va pas de même pour les diplômés du supérieur court technologique et professionnel, pour lesquels les migrations sont moins fréquentes et moins polarisées.

<http://www.cereq.fr/publications/Bref/Mobilites-interregionales-de-jeunes-diplomes-du-superieur-qui-forme-pour-qui>

Insertion des apprentis : un avantage à interroger

Centre d'études et de recherches sur les qualifications, Bref du Céreq n° 347, juin 2016, 4 pages

Des apprentis toujours plus nombreux, d'un niveau de formation toujours plus élevé et qui conservent, en dépit de la crise, une insertion nettement plus favorable que les jeunes issus de la voie scolaire. La tonalité globalement positive de ce tableau général cache cependant des écarts entre niveaux de diplôme, entre filières, et surtout une sélectivité à l'entrée de cette voie de formation dont les effets restent à apprécier.

<http://www.cereq.fr/content/download/16948/136727/file/Bref%20346%20num.pdf>

Une photographie du marché du travail en 2015 : le chômage se stabilise, mais les chômeurs de longue durée restent nombreux

Insee Première, n° 1602, juin 2016

En 2015, en France métropolitaine, 28,4 millions de personnes âgées de 15 à 64 ans, soit 71,5 % de cette tranche d'âge, sont actives, qu'elles aient un emploi ou soient au chômage. Parmi elles, 25,5 millions ont un emploi. Les trois quarts de ces actifs occupés travaillent dans le secteur tertiaire et près de neuf sur dix sont salariés. Le contrat à durée indéterminée reste prédominant chez les salariés (85,6 %), même si les jeunes, entrés récemment sur le marché du travail, accèdent moins souvent à ce type de contrat (44,9 % pour les 15-24 ans). Le sous-emploi, massivement féminin et affectant particulièrement les employés non qualifiés, concerne 6,6 % des actifs occupés

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1602/ip1602.pdf>

Economie sociale : bilan national de l'emploi en 2015

Recherches et Solidarités en coopération avec l'ACOSS-URSSAF et la CCMISA, juin 2016, 13 pages

L'économie sociale, entendue sous le seul angle juridique¹, représente en 2015 : **202 707 établissements, 2 392 000 salariés dont 13,1% sous régime agricole**. La masse salariale est de près de **56 milliards d'euros**. Avec 2,39 millions de salariés, l'économie sociale (associations, coopératives, mutuelles et fondations) a représenté **un emploi privé sur huit en 2015**. Cet ensemble est principalement porté par le secteur associatif (83% des établissements, 77% des emplois et 69% de la masse salariale), sa colonne vertébrale. L'emploi d'économie sociale a progressé de 26%, entre 2010 et 2015, quand l'ensemble de l'emploi privé n'évoluait que de 7%. Ceci s'est encore vérifié en 2015, avec une évolution de 0,4% dans l'économie sociale, deux fois moindre pour l'ensemble du secteur privé (+ 0,2%).

<http://recherches-solidarites.org/media/uploads/economie-sociale-2016.pdf>

Le bilan économique 2015 : des signes d'amélioration dans les Pays de la Loire

Insee conjoncture Pays de la Loire, n° 10, mai 2016, 28 pages

Le Bilan économique 2015 des Pays de la Loire est la quatrième édition d'une publication au contenu mutualisé pour l'ensemble des régions françaises. Cette harmonisation traduit la volonté de fournir aux observateurs régionaux un ensemble homogène de données, bâti sur un socle commun d'indicateurs. Il retrace les faits et les tendances de l'année écoulée en s'appuyant sur des données consolidées. La situation économique des Pays de la Loire en 2015 est exposée à travers huit chapitres thématiques relatifs à l'activité régionale, complétés d'un chapitre de cadrage consacré à la conjoncture nationale. Cette publication met en évidence pour l'année 2015 des signes d'amélioration, bien que la situation économique demeure difficile. Les différentes analyses de ce bilan économique 2015 ont été réalisées par l'Insee des Pays de la Loire et des services de l'État de la région : Direccte, Dreal, Draaf des Pays de la Loire.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-conjoncture/pa_inc_10.pdf

Le niveau de formation et de diplôme demeure toujours déterminant dans l'insertion des apprentis

Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), Note d'information n°13, mai 2016, 4 pages

Quel que soit le niveau de formation, obtenir le diplôme demeure toujours déterminant dans l'insertion des jeunes. En effet, en février 2015, sept mois après leur sortie d'un centre de formation d'apprentis, 66 % des diplômés travaillent contre 47 % des sortants n'ayant pas obtenu le diplôme préparé. Au total, 62 % des jeunes ayant suivi des études du niveau de CAP à BTS en apprentissage ont un emploi. Les autres sont au chômage ou inactifs. La part des apprentis en emploi est semblable à celle observée en 2014. Parmi eux, la moitié est en emploi à durée indéterminée.

http://cache.media.education.gouv.fr/file/2016/71/3/depp-ni-2016-13-IPA-2015_568713.pdf

Enquête « Insertion professionnelle de la génération Erasmus »

Agence ERASMUS+ France – Education et formation, Dossier, 25 mai 2016, 38 pages

L'enquête sur l'insertion professionnelle de la génération Erasmus, publiée le 25 mai 2016 par l'Agence Erasmus + France/Éducation Formation, montre que les jeunes diplômés ayant réalisé pendant leurs études un séjour encadré à l'étranger, dans un cadre scolaire, de travail ou d'un stage, connaissent plus souvent des trajectoires marquées par un accès durable à l'emploi, dans les trois premières années de vie active qui ont suivi le diplôme. Les chiffres sont issus de l'enquête Génération 2010 du Céreq. Le taux de chômage est largement supérieur pour les jeunes n'ayant réalisé aucun séjour à l'étranger. De plus, pour ceux ayant effectué un séjour à l'étranger encadré durant leur dernière année d'études, le salaire net médian est de 280 € plus élevé que celui des jeunes qui n'ont pas effectué de séjour à l'étranger.

http://www.orientation-paysdelaloire.fr/mediatheque/doc_num.php?explnum_id=25629

Demandeurs d'emploi : crise et évolutions réglementaires contribuent à la hausse

Insee Analyses Pays de la Loire, n° 32, mai 2016, 4 pages

Depuis le début de la crise, le nombre de demandeurs d'emploi n'exerçant aucune activité a fortement augmenté. La situation économique dégradée conjuguée au dynamisme de la population active régionale contribue à cette hausse. En outre, certaines évolutions réglementaires affectent les comportements d'inscription à Pôle emploi. Elles peuvent avoir un impact moindre sur le chômage au sens du Bureau international du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite augmente également fortement, en lien avec un recours accru aux contrats courts et l'assouplissement des conditions de cumul entre une rémunération et l'allocation chômage. Avec la persistance de la crise, le chômage de longue durée se développe. Près de la moitié des inscrits ne perçoit pas d'allocation de l'assurance chômage : ils ont épuisé leurs droits ou ont une durée d'activité insuffisante pour en bénéficier.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-analyses/pa_ina_32/pa_ina_32.pdf

Attractivité de la région et allongement de la vie active : un défi pour le marché du travail

Insee Analyses Pays de la Loire, n° 31, mai 2016

Dans les Pays de la Loire, le chômage augmente depuis la crise sous l'effet conjugué de la morosité de l'emploi et de la hausse de la population présente sur le marché du travail. Si l'attractivité de la région exerce une pression plus forte qu'au niveau national, le maintien des seniors en emploi est le principal facteur de l'augmentation de la population active. Les réformes des retraites les incitent à rester sur le marché du travail. Sur la période récente, neuf actifs gagnés sur dix sont des seniors. Ils restent cependant les moins touchés par le chômage. La situation des jeunes continue à se dégrader sous l'effet d'une baisse de l'emploi. Chez les 25-49 ans, l'activité féminine progresse tandis que les destructions d'emploi touchent davantage les hommes. Sous l'hypothèse d'une présence accrue des seniors sur le marché du travail, la population active devrait continuer à croître au cours des prochaines années.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-analyses/pa_ina_31/pa_ina_31.pdf

Pour comprendre... La mesure du chômage

Insee en bref, mai 2016, 12 pages

Ce numéro d'Insee en Bref vous explique pourquoi les chômeurs au sens du BIT et les demandeurs d'emplois inscrits à Pôle emploi sont 2 concepts différents. Il répond aussi à d'autres questions : combien y a-t-il de chômeurs en France ? Comment l'Insee mesure-t-il le chômage ?...

<http://www.zyzyne.com/zh5/209217#p=11>

Chiffres clés de l'apprentissage

Région Pays de la Loire, mars 2016, 2 pages

Combien d'entreprises embauchent des apprentis ? Dans quelles filières ? Quel est le nombre d'apprentis dans la région ? Quels niveaux ont-ils ? Combien de CFA ? Quelles formations et où ? 3 minutes en vidéo pour comprendre l'apprentissage dans les Pays de la Loire et les enjeux à venir.

http://www.paysdelaloire.fr/uploads/tx_oxcsnewsfiles/A4-ChiffresCles-Apprentissage-3-WEB.pdf

Neuf associations sur dix fonctionnent sans salarié

Insee Première, n° 1587, mars 2016, 4 pages

La France compte 1,3 million d'associations actives en 2013. Elles interviennent principalement dans quatre domaines : le sport, les loisirs, la culture et la défense de causes, de droits ou d'intérêts. Seulement 12 % des associations emploient des salariés, le plus souvent un ou deux. La majorité des salariés des associations se concentre dans l'action sociale, humanitaire ou caritative, l'hébergement social ou médico-social et la santé. Par ailleurs, du personnel mis à disposition par d'autres organismes concourt souvent à l'activité des associations employeuses de l'enseignement et de la formation. Au total, le travail salarié effectué dans les associations représenterait 7 % de celui réalisé dans l'ensemble de l'économie, en équivalent temps plein. Les bénévoles interviennent dans l'ensemble des domaines d'activité et dans la quasi-totalité des associations, même employeuses. Le volume de travail qu'ils y consacrent correspondrait à 680 000 emplois en équivalent temps plein

http://www.ifaidd.org/sites/default/files/enquete_insee_fonctionnement_associatif.pdf

Enfance, Jeunesse, Famille

Aide sociale à l'enfance : 55 000 enfants et adolescents hébergés en établissements

Drees, Etudes et résultats, n° 974, septembre 2016, 6 pages

Fin 2012, 55 000 enfants et adolescents sont hébergés dans un établissement de l'aide sociale à l'enfance (ASE). En moyenne, les jeunes accueillis ont 13 ans et effectuent dans l'établissement un séjour de 13 mois, mais l'âge des enfants et la durée de l'hébergement varient sensiblement suivant la mission des établissements. Deux tiers des placements font suite à une mesure judiciaire confiant l'enfant à l'ASE. Les mesures administratives représentent un quart des placements. Avant leur prise en charge dans un établissement de l'ASE, la moitié des enfants ou adolescents vivaient avec leurs parents ou chez un proche. À leur sortie, quatre enfants sur dix y retournent, deux sur dix sont orientés vers un autre établissement de l'ASE, un sur dix habite chez un assistant familial et 8 %, parmi les plus âgés, obtiennent un logement personnel ou accompagné. Deux tiers des enfants bénéficient encore d'un suivi à leur sortie de l'établissement. Entre 6 et 16 ans, de 90 % à 95 % des enfants accueillis sont scolarisés, contre 98 % dans la population générale. Fin 2012, 54 % des enfants de 11 ans, en âge d'être au collège, sont encore dans une classe du premier degré.

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/aide-sociale-a-l-enfance-55-000-enfants-et-adolescents-heberges-en>

Prestations familiales et de logement en 2014 – 47% des 18-24 ans sont couverts au moins par une prestation

Drees, Etudes et Résultats n° 967, juin 2016, 6 pages

Fin 2014, 6,9 millions de familles bénéficient de 32,6 milliards d'euros de prestations familiales versées dans l'année, soit 396 euros par mois en moyenne pour chaque foyer aidé. Ce montant progresse en un an de 0,2 % en euros constants. D'un côté, les dépenses versées au titre de la prestation d'accueil du jeune enfant reculent de 1,3 % en euros constants, sous l'effet de plusieurs mesures d'économies ciblées sur les familles les plus aisées. De l'autre, les dépenses en faveur des familles nombreuses modestes et des parents seuls sont dynamisées par une revalorisation de l'allocation de soutien familial et la mise en place d'un complément familial majoré pour les plus modestes. Fin 2014, 6,5 millions de foyers bénéficient de 17,7 milliards d'euros d'aides au logement versées dans l'année, soit 226 euros par mois en moyenne pour chaque foyer aidé. Ce montant est quasi identique (-0,1 % en euros constants) à celui de l'année précédente, en partie en raison du décalage à octobre de la revalorisation du barème. Un peu moins de la moitié des jeunes âgés de 18 à 24 ans sont couverts par une prestation familiale ou de logement.

<http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er967.pdf>

Les principales ressources des 18-24 ans - Premiers résultats de l'Enquête nationale sur les ressources des jeunes

Drees, Etudes et Résultats, n° 965, juin 2016, 6 pages

Insee Première n° 1603, juin 2016, 4 pages

Les aides des parents représentent un apport essentiel pour les 18-24 ans. Fin 2014, sept jeunes adultes sur dix bénéficient ainsi d'un soutien financier régulier, et ce soutien concerne neuf jeunes en cours d'études sur dix. Lorsqu'ils ne vivent plus exclusivement chez leurs parents, les jeunes en cours d'études perçoivent plus de 500 euros d'aide parentale. La participation financière des parents varie selon le milieu social : lorsqu'ils sont aidés, les enfants de cadres reçoivent alors un montant total 2,5 fois plus élevé que les enfants d'ouvriers. L'aide parentale vient le plus souvent compléter les aides publiques, dont les allocations logement sont le levier principal : ces dernières bénéficient à un jeune sur deux disposant de son propre logement. Fin 2014, trois jeunes adultes sur dix ont un emploi. Ils occupent dans les mêmes proportions des emplois à durée indéterminée ou déterminée et perçoivent en moyenne 1 250 euros nets par mois. Ils bénéficient nettement moins des aides financières de leur famille et de l'État, et plus de la moitié d'entre eux vivent encore chez leurs parents. Par ailleurs, un quart des jeunes en cours d'études a travaillé la semaine précédant l'enquête, dont presque la moitié en alternance ou en stage rémunéré.

<http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er965.pdf>

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1603/ip1603.pdf>

La consommation de cannabis et des autres drogues illicites chez les jeunes dans les Pays de la Loire

ORS des Pays de la Loire, mai 2016, 6 pages

Dans les Pays de la Loire comme en France, la consommation de cannabis a fortement augmenté chez les jeunes depuis le début des années 2010, alors qu'elle était en recul au milieu des années 2000. Comme le mettaient déjà en évidence les enquêtes régionales Baromètre santé jeunes 2005 et 2010, l'expérimentation du cannabis chez les jeunes de la région est, en 2014, plus fréquente qu'au plan national mais l'usage régulier de cannabis n'y est pas plus répandu. L'usage des autres drogues illicites reste beaucoup plus rare. L'expérimentation des poppers chez les adolescents est en recul mais reste plus fréquente dans les Pays de la Loire qu'en moyenne en France (8 % vs 5 % en 2014). Par ailleurs, comme au plan national, l'expérimentation de MDMA/ecstasy est en progression chez les adolescents de la région (4 % en 2014).

http://www.santepaysdelaloire.com/ors/sites/ors/files/publications/CondAddict2016_drogues_illicites_jeunes_paysdelaloire.pdf

Rapport national Les jeunes de 18 à 24 ans

Rapport du Haut conseil de la famille, 14 avril 2016, 13 pages

Le Haut Conseil de la famille dresse un panorama des transferts publics et privés à destination des jeunes adultes. Il s'agit de donner une vision d'ensemble des aides aux jeunes majeurs et à leurs familles provenant du système des prestations familiales, des allocations, des bourses et des dispositifs fiscaux mais aussi de l'aide intrafamiliale, monétaire ou en nature, apportée notamment par les parents ou les grands-parents. L'analyse tient compte du statut des jeunes majeurs (étudiants, salariés, chômeurs...).

http://www.hcf-famille.fr/IMG/pdf/0_syntheses_JEUNES.pdf

« L'esprit d'entreprendre des jeunes : créer, apprendre... coopérer »

L'observatoire de la jeunesse et des politiques de jeunesse, INJEP, Les fiches Repères, 4 pages, avril 2016

Depuis plusieurs années, l'incitation à développer l'entrepreneuriat répond à un impératif politique majeur : sortir l'Europe, et notamment la France, de la crise sociale et économique. Non seulement l'entrepreneuriat favorise la croissance et le développement de l'innovation, mais il apparaît aussi comme une sorte d'antidote à la difficulté d'accès au marché de travail des plus jeunes. Ces derniers ne sont pas tous « prêts » à entreprendre et n'en expriment pas forcément le désir... En revanche, si l'esprit d'entreprendre n'est pas inné, il peut être stimulé et entraîné grâce à des pédagogies entrepreneuriales... et parfois même coopératives

http://www.injep.fr/sites/default/files/documents/fr34_entrepreneuriat.pdf

La consommation de tabac des jeunes dans les Pays de la Loire

ORS Pays de la Loire, mars 2016, 6 pages

La consommation de tabac des habitants des Pays de la Loire a longtemps été inférieure à la moyenne nationale comme en témoignent les données de ventes et celles concernant la mortalité par cancer du poumon¹, maladie fortement liée à cette consommation. Mais les comportements tendent à s'homogénéiser et les écarts se sont considérablement réduits depuis le début des années 2000. Chez les jeunes, dont les comportements évoluent souvent très vite d'une génération à l'autre, l'usage de tabac dans la région n'est désormais pas différent de la moyenne nationale et serait même devenu plus fréquent en 2014, selon les résultats de l'enquête Escapad.

http://www.santepaysdelaloire.com/ors/sites/ors/files/publications/CondAddict2016_tabac_jeunes_paysdelaloire.pdf

Programme régional de formation professionnelle continue 2013-2014 : parcours des stagiaires douze mois après leur sortie de formation

Cariforef Pays de la Loire, Etudes et enquêtes, mars 2016, 32 pages

Cette publication s'intéresse aux parcours professionnels des anciens stagiaires demandeurs d'emploi ayant suivi une formation relevant du Programme Régional de Formation Professionnelle Continue mis en place par la Région Pays de la Loire, au cours de la campagne 2013-2014. Douze mois après être sortis de leur formation, que sont ils devenus ? Quelles trajectoires ont-ils suivies ? Quels ont été les apports de la formation qu'ils ont suivie ?...autant de questions abordées dans cette étude qui poursuit et complète le travail engagé sur l'évaluation du Programme Régional de Formation Professionnelle Continue des demandeurs d'emploi.

http://www.orientation-paysdelaloire.fr/mediatheque/doc_num.php?explnum_id=25374

Rapport national Evaluation des Programmes de Réussite Educative

Rapport de l'institut des politiques publiques, n° 14 – mars 2016, 137 pages

Cette étude réalisée en partenariat avec le DEPP et le CGET, a concerné les enfants de 133 écoles de territoires prioritaires de la politique de la ville. Elle a interrogé les élèves, leurs parents, leurs enseignants et des coordonnateurs PRE

Etude quantitative IPP)

Enquête qualitative du programme de réussite éducative

CGET, Décembre 2015, 128 pages

En réalisant 128 entretiens qualitatifs approfondis avec les principaux partenaires, acteurs et bénéficiaires des projets locaux, cette évaluation permet d'apprécier les PRE dans l'ensemble de leurs dimensions scolaire et sociale.

Etude réalisée par le bureau d'études Trajectoires.

Note de synthèse reprenant l'essentiel des résultats et les préconisations partagées, 2 mars 2016, 14 pages

Pour une amélioration du programme de réussite éducative - Préconisations

CGET, mars 2016, 2 pages

Les travaux d'évaluation soutenus par le CGET ont mis en avant plusieurs recommandations qui méritent dès lors d'être approfondies pour faire évoluer significativement et rapidement le programme de réussite éducative. Ces pistes d'amélioration font actuellement l'objet d'une réflexion plus large dans le cadre d'un groupe de travail partenarial mis en place par le CGET avec le concours du Ministère de l'éducation nationale et les acteurs impliqués de la réussite éducative.

http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/cget_preconisations_pre.pdf

Plusieurs dimensions de la qualité de vie sur le territoire d'Angers Loire Métropole

Insee analyses Pays de la Loire n° 29, avril 2016, 4 pages

En matière de qualité de vie, Angers Loire Métropole possède de nombreux atouts si on la compare aux agglomérations françaises de même taille. Santé, modes de vie et liens sociaux y sont préservés, l'insertion des jeunes par l'emploi ou la formation y est facilitée. Cependant, la situation est contrastée selon les territoires, particulièrement entre ville-centre et couronne, sur des questions sociales et environnementales.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-analyses/pa_ina_29/pa_ina_29.pdf

Logement, Hébergement

De grands logements avec un ou deux occupants à proximité des villes, des familles qui s'en éloignent

Insee Analyses Pays de la Loire n° 30, avril 2016

Dans les Pays de la Loire, la croissance démographique continue de bénéficier essentiellement aux couronnes des grands pôles urbains. Cependant, la périurbanisation ralentit un peu tandis que certaines communes des banlieues redeviennent attractives. Les logements sont de plus en plus souvent occupés par des petits ménages, d'une ou de deux personnes, du fait

du vieillissement de la population et de l'évolution des modes de cohabitation. Une inadéquation entre la taille des ménages et celle de leur habitation s'observe, en particulier dans les banlieues des pôles urbains, où de grands logements sont souvent occupés par des personnes seules ou des couples dont les enfants ont quitté le foyer familial. Parallèlement, les couronnes des grandes villes de la région continuent d'attirer de jeunes couples avec enfants, mais aussi une part croissante de familles monoparentales. L'installation de populations à la périphérie des villes, notamment dans une situation socio-économique fragilisée, est porteuse d'enjeux en termes d'accès aux équipements, aux services et à l'emploi.
http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-analyses/pa_ina_30/pa_ina_30.pdf

Statistiques

Panorama Statistique 2015

DRDJSCS des pays de la Loire et de la Loire-Atlantique, août 2016,

Le panorama statistique 2015 présente les principaux indicateurs et statistiques disponibles des domaines de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports, pour la région Pays de la Loire et ses cinq départements.

<http://pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr/spip.php?article812>

L'Insee publie les bilans économiques régionaux 2015

Les bilans économiques régionaux 2015 présentent toutes les données économiques des 13 régions métropolitaines par grands thèmes : emploi, chômage, transports, tourisme, création d'entreprises, construction, et des données spécifiques à chaque territoire.

[Bilan économique des 13 régions](#)

[Bilan économique 2015 – Pays de la Loire](#)

Populations communales 2013 en quartier de la politique de la ville

Pour chaque commune concernée, le fichier excel en téléchargement ci-dessous donne la population municipale et la population totale du territoire communal situé en quartier de la politique de la ville (QPV). Le périmètre des QPV a été défini par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET). La cartographie officielle est accessible sur le site du Système d'information géographique de la politique de la ville. Ces populations, en date de référence statistique du 1^{er} janvier 2013, sont authentifiées par un arrêté du 17 juin 2016

http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&ref_id=populations-legales

Revenus, pauvreté et niveau de vie en 2012 : quartiers de la politique de la ville au 1^{er} janvier 2015

Base de données Insee, actualisation du 28 juillet 2016

Ces bases fournissent des indicateurs sur les caractéristiques socio-démographiques des ménages fiscaux, les taux de pauvreté et de bas revenus, le niveau de vie et enfin des indicateurs sur la structure et la distribution des revenus déclarés et des revenus disponibles

http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&ref_id=revenu-pauvrete

Taux de chômage par zone d'emploi – de 2003 à 2015

Base de données Insee, mise à jour de juillet 2016

http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=99&ref_id=chomage-zone-2010

La population de la Loire-Atlantique a doublé en un siècle

L'observatoire du Département, Repères #31 Démographie, juin 2016, 4 pages

Alors que la poussée démographique semblait diminuer, la population de la Loire-Atlantique continue d'augmenter fortement entre 2008 et 2013. Il est intéressant de remonter au début du 20^{ème} siècle pour observer l'évolution de la démographie départementale et ainsi mieux comprendre en quoi la période récente est inédite dans l'histoire d'un département attractif, dont l'Insee projette 1 630 000 habitants à l'horizon 2040.

http://www.loire-atlantique.fr/upload/docs/application/pdf/2016-07/reperes_n_31_demographie_juin_2016.pdf
[chiffres_cles_demographie.pdf](#)

Bases de données de l'insee

Données locales, connaître les chiffres clés de votre territoire

<http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/default.asp?page=statistiques-locales/chiffres-cles.htm>

Données locales, des données détaillées

http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/default.asp?page=statistiques-locales/donnees-detaillees_tableau.htm

Des comparaisons régionales et départementales

http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/default.asp?page=statistiques-locales/tableaux_comparatifs_table.htm

Des données infracommunales

<http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/default.asp?page=infracommunal.htm>

Des données carroyées sur la population

http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&ref_id=donnees-carroyees

Les résultats du recensement de la population

<http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/default.asp?page=recensements.htm>

Les résultats statistiques du recensement 2013 : résultats sur un territoire (de la commune à la France) et toutes les bases de données et fichiers détail.

MEMBRES DE LA PLATEFORME

COMITE TECHNIQUE

[ARS Pays de la Loire](#)

[Conseil départemental de Loire-Atlantique](#)

[Conseil départemental de Maine-et-Loire](#)

[Conseil départemental de la Sarthe](#)

[Conseil départemental de Vendée](#)

[Direction régionale de l'INSEE](#)

[DRDJSCS des Pays de la Loire](#)

Direction départementale déléguée de la DRDJSCS
des Pays de la Loire : [44](#)

Directions départementales de la cohésion sociale
[49](#) ; [72](#) ; [85](#)

et de la protection des populations : [53](#)

AUTRES MEMBRES

[Caisses d'allocation familiales](#)

[CARSAT Pays de la Loire](#)

[CREAI Pays de la Loire](#)

[DIRECCTE Pays de la Loire](#)

[DTPJJ Loire Atlantique-Vendée](#)

[DREAL Pays de la Loire](#)

[les MDPH](#)

[MSA](#)

[ORS Pays de la Loire](#)

[Préfecture des Pays de la Loire](#)

[Rectorat de l'académie de Nantes](#)



Editeur :

Direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale des Pays de la Loire (DRDJSCS)

Nous contacter :

[drjscs44-plateforme\(arobase\)drjscs\(point\)gouv\(point\)fr](mailto:drjscs44-plateforme(arobase)drjscs(point)gouv(point)fr)

www.pays-de-la-loire.drdjcs.gouv.fr

| [S'inscrire](#) | [Se désinscrire](#) |